



2014

ASSEMBLÉES ANNUELLES
Fonds monétaire international
Groupe de la Banque mondiale
Washington

10 octobre 2014 (F)

Allocution de **JIM YONG KIM**,
Président du Groupe de la Banque mondiale,
devant les Conseils des gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale
réunis en séance plénière annuelle

« Apporter des réponses aux problèmes les plus ardues : infrastructure, Ebola et changement climatique »

Réunion plénière des Assemblées annuelles – 10 octobre 2014
Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale

Monsieur le Président Pruaitch, Madame Lagarde, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, mes amis Jim et Elaine Wolfensohn, Madame Robert McNamara, chers partenaires et amis,

Je suis ravi de vous revoir.

J'aimerais tout d'abord féliciter les lauréats du prix Nobel de la paix, Malala Yousafzai et Kailash Satyarthi. Il y a un an, Malala était venue participer à une discussion publique avec moi à la Banque mondiale. Elle est une source d'inspiration pour nous tous et nous remplit d'espoir pour la nouvelle génération — surtout la nouvelle génération de filles.

Durant notre réunion de l'année dernière, j'avais longuement évoqué les plans établis par le Groupe de la Banque mondiale pour procéder à sa plus importante réorganisation depuis près de vingt ans. Notre objectif était de nous donner les moyens d'être à la hauteur de notre double objectif : mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 et promouvoir une prospérité partagée au profit des 40 % les plus pauvres de la population des pays en développement.

La réorganisation mise en œuvre depuis un an est une entreprise colossale. Le Groupe de la Banque mondiale compte plus de 16 000 employés, dont environ 7 000 ont été transférés ou réorientés vers de nouveaux postes. Nous disposons de bureaux dans une centaine de pays et nous avons accordé des prêts et réalisé des investissements pour un montant total de plus de 60 milliards de dollars l'an dernier. L'objectif de notre réorganisation est clair : nous devons être les meilleurs au monde en matière de collecte et de partage des connaissances dans le domaine du développement au profit de tous nos clients.

À partir du mois de juillet, nous avons créé 19 communautés d'experts — c'est-à-dire des groupes de spécialistes du développement parmi les meilleurs au monde dans des domaines tels que l'eau, la finance, l'éducation et le climat. Leur tâche consiste à rechercher les meilleures solutions aux problèmes de développement les plus difficiles et d'en faire bénéficier nos clients de manière à faciliter la réalisation de notre mission consistant à mettre fin à la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée.

Dans le même temps, nous étions conscients qu'il fallait renforcer sensiblement notre capacité à fournir des financements, des produits de gestion des risques et d'autres services financiers aux pays à revenu intermédiaire. Grâce à la créativité et à l'intense travail de nos services financiers, brillamment dirigés par Bertrand Badré, nous avons accru notre capacité annuelle de prêt aux pays émergents pour la porter de 15 milliards de dollars à plus de 25 milliards. Cette souplesse nous permettra de consacrer davantage de ressources aux régions qui en ont le plus besoin, à savoir l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud où vit la majorité des êtres humains les plus pauvres.

La croissance économique est le meilleur outil dont nous disposons pour mettre fin à la pauvreté, mais la croissance ne pourra jamais décoller en l'absence d'infrastructures dans des secteurs tels que l'électricité, l'eau et les réseaux routiers. Comme je l'expliquerai tout à l'heure, le monde souffre d'un déficit considérable d'infrastructures, ces éléments de base de la croissance. Réfléchissons une minute au fait que la production annuelle d'électricité de l'Afrique subsaharienne est égale à celle de l'Espagne. L'élimination de la pauvreté passe par l'électrification de l'Afrique.

Les ressources consacrées par le Groupe de la Banque mondiale au financement des infrastructures se sont montées à 24 milliards de dollars durant l'exercice 14 — soit près de 40 % de l'ensemble de nos engagements. Pour autant, le volume de nos prêts et de nos projets sera bien inférieur

aux besoins des pays en développement. Le déficit d'infrastructure est tout simplement énorme : on estime que le surcroît d'investissements dont ces pays ont besoin se situe entre 1 000 milliards et 1 500 milliards de dollars par an. Pour combler ce manque, nous devons mobiliser les milliards de dollars — dont la majeure partie végète — détenus par les investisseurs institutionnels et canaliser ces actifs vers des projets dont les pays en développement pourront tirer grand profit.

À l'heure actuelle, les pays en développement consacrent environ 1 000 milliards de dollars par an aux dépenses d'infrastructure, mais le secteur privé ne participe qu'à une faible part de ces projets. Qui plus est, de 2012 à 2013, les investissements des intervenants privés et des partenariats public-privé dans l'infrastructure des pays en développement ont régressé pour passer de 186 milliards à 150 milliards de dollars. Nous devons donc tous nous efforcer d'aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à réduire la profonde fracture existant dans le secteur des infrastructures.

Hier, nous avons annoncé la création du Mécanisme mondial de financement des infrastructures, dispositif conçu pour attirer les ressources nécessaires au financement des besoins en infrastructure de ces États. Connue sous l'acronyme GIF, cette plateforme mobilisera simultanément les investisseurs institutionnels, les banques de développement et les agents publics pour apporter des solutions nouvelles et créatives au problème du déficit d'infrastructure. Ces acteurs mettront en place ensemble une solide réserve de projets d'infrastructure au profit des pays émergents et des pays pauvres.

S'il est vrai que la construction d'infrastructures nous aidera à promouvoir la croissance à long terme, l'élimination de la pauvreté à l'horizon 2030 exige aussi que nous fassions preuve de vigilance à l'égard des dangers qui menacent la croissance économique mondiale. Dans un monde où les catastrophes naturelles, les conflits, les chocs financiers et les épidémies sont de plus en plus fréquents et destructeurs, le Groupe de la Banque mondiale doit faire tout son possible pour accroître la pertinence de son action. Dernièrement, nous avons pleinement participé à la lutte contre deux de ces menaces qui pèsent sur le monde : l'épidémie d'Ebola et le changement climatique. Ce n'est pas un hasard, car cette démarche illustre ce que nous souhaitons devenir : un partenaire indispensable pour les pays à faible revenu comme pour les pays à revenu intermédiaire dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour relever les défis les plus redoutables auxquels ils sont confrontés.

Ebola et le changement climatique ont plusieurs points en commun, à commencer par le fait que nous n'avons plus beaucoup de temps pour résoudre ces deux problèmes. Autre similitude : il y a peu de temps encore, les plans de lutte contre ces deux fléaux étaient soit inexistantes, soit inadéquats. Or, l'inaction tue — du fait de la rapide propagation d'un virus mortel et en raison de l'empoisonnement de l'atmosphère et des océans. Enfin, et c'est peut-être encore plus important de notre point de vue, la résolution de ces problèmes est essentielle à la promotion du développement, que ce soit sous l'angle de la souffrance humaine, de la croissance économique ou de la santé publique.

Dans le cadre des activités que nous poursuivons au sujet d'Ebola et du climat, outre que nous nous trouvons au centre de préoccupations mondiales majeures, nous travaillons autrement et plus efficacement, au moins en partie parce que nous sommes plus à la hauteur des enjeux grâce à notre réorganisation et à l'importance que nous accordons à l'innovation.

S'agissant d'Ebola, la réaction a été tardive, lente et inadéquate à l'échelle mondiale. Sous l'impulsion des États-Unis, du Royaume Uni et d'institutions internationales telles que les Nations Unies et le Fonds monétaire international, la communauté internationale a récemment renforcé sa riposte.

Nous pouvons toutefois faire beaucoup plus. Il y a près d'un an, quelques semaines seulement après le passage du typhon Haiyan aux Philippines et son cortège de destructions et de pertes en vies humaines, 150 équipes d'intervention médicale — chacune composée de 25 à 30 personnes — avaient été dépêchées dans les zones les plus sinistrées de l'archipel. En revanche, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, les trois pays d'Afrique de l'Ouest les plus durement frappés par l'épidémie d'Ebola, à peine 30 équipes d'intervention médicale se trouvent sur le terrain et apportent des soins aux patients — alors que cela fait maintenant onze mois que la crise sévit. L'envoi de travailleurs sanitaires supplémentaires a été promis, mais ceux-ci arrivent trop lentement sur place.

Le défi présenté par l'épidémie d'Ebola est l'un des plus complexes et des plus difficiles qu'il m'a été donné d'observer pendant toutes mes années de travail comme spécialiste des maladies infectieuses. En raison de leur pauvreté, les trois pays les plus touchés ne disposent pas des dispositifs d'intervention d'urgence, des ressources sanitaires et des moyens budgétaires nécessaires pour faire face à la crise. Dans ces conditions, nous devons éviter d'adopter des démarches qui nourriraient, pour ces pays et les populations pauvres, des ambitions trop modestes pour permettre le traitement des malades et l'endiguement de l'épidémie.

En général, le Groupe de la Banque mondiale travaille dans une perspective à moyen et long terme pour réaliser ses projets de développement et aider ses clients à se doter des systèmes dont ils ont besoin pour promouvoir la croissance économique, créer des emplois, assurer l'éducation des enfants et améliorer la santé des populations. Pour lutter contre Ebola, nous devons passer rapidement à une intervention d'urgence.

Après avoir scruté toute la Banque, nous avons dirigé la puissance de feu de l'institution contre le virus. Nous avons envoyé des fonds, partagé nos connaissances, aidé à formuler des stratégies de riposte et analysé les répercussions économiques potentielles de l'épidémie.

Dans les trois pays africains touchés, nos équipes collaborent depuis des mois avec les pouvoirs publics pour identifier les actions prioritaires, veiller au décaissement des fonds et faciliter l'expédition d'importantes cargaisons de fournitures. À Washington, des dizaines d'employés de divers services du Groupe de la Banque mondiale — la Région Afrique, le pôle Nutrition et population des Pratiques mondiales, les services du financement du développement, les spécialistes de l'économie du développement et la Société financière internationale — ont uni leurs efforts au sein d'une équipe unique. Ils ont préparé des contrats permettant aux pays de recevoir rapidement nos dons ; ils ont réalisé des analyses d'impact économique ; ils ont travaillé à une planification à long terme pour reconstruire les systèmes de santé nationaux lorsque la crise sera terminée. Enfin, certains membres de mes services ont travaillé à partir du centre d'intervention anti-Ebola des Nations Unies afin de faciliter la coordination des efforts engagés.

Les enjeux de cet effort, en termes de vies humaines et de croissance économique, sont extrêmement importants et augmentent chaque jour où nous tardons à intensifier notre riposte. C'est la raison pour laquelle j'ai passé beaucoup de temps ces deux derniers mois à travailler avec mes collaborateurs à la Banque pour contenir le virus. Je me suis régulièrement entretenu avec les présidents Condé, Johnson Sirleaf et Koroma pour déterminer comment la Banque peut les aider sur le terrain. J'ai aussi multiplié les contacts avec des dirigeants du continent africain tout entier et de pays donateurs pour relayer le message le plus important : nous devons faire tout notre possible pour contenir Ebola et nous devons agir immédiatement, car tout retard augmente de façon exponentielle le coût humain et économique de la lutte contre l'épidémie.

Ainsi donc, une fois mobilisés, nous avons fait montre de créativité, de célérité et de détermination. Nous avons innové, faisant appel aux ressources du Mécanisme de riposte aux crises de l'IDA — une démarche jamais entreprise auparavant dans de telles circonstances. Il a fallu seulement neuf jours à nos équipes pour conclure de multiples et complexes négociations avec les autorités nationales afin de décaisser 105 millions de dollars à titre de financements d'urgence — un délai d'une brièveté sans précédent dans notre institution. Travaillant sans relâche, nos économistes ont appliqué des modèles sophistiqués qui, en quelques semaines à peine, ont permis d'évaluer l'impact d'Ebola dans les trois pays touchés et la région tout entière. Leur évaluation est pessimiste : l'impact économique d'Ebola sur l'Afrique de l'Ouest pourrait atteindre 32,6 milliards de dollars dans les deux années à venir. Je tiens à saluer le rôle prépondérant joué par Sri Mulyani Indrawati, Makhtar Diop, Joachim von Amsberg et, tout particulièrement, Timothy Evans.

Alors même que nous centrons nos efforts sur une riposte d'urgence, nous devons également nous préparer à la prochaine épidémie, qui pourrait se propager bien plus rapidement, tuer un plus grand nombre de personnes et avoir des répercussions dévastatrices sur l'économie mondiale. Dans le cas des crises financières, le monde dispose d'un FMI pour coordonner les interventions et la collaboration avec

les banques centrales et les ministères. En revanche, quand il s'agit d'urgences sanitaires, notre arsenal institutionnel est vide : nous ne disposons pas d'un pôle de connaissances et de compétences équivalent pour mener et coordonner la riposte.

Aussi, depuis une semaine ou deux, nos services des finances proposent-ils différentes solutions quant à la composante financière du problème, parmi lesquelles un nouveau mécanisme de riposte d'urgence aux pandémies, qui pourrait rapidement mettre des ressources financières à la disposition des pays affectés. Un tel mécanisme organiserait la riposte à l'avance, en concluant des accords de financement pour imprévus avec les bailleurs et en mettant en place des dispositifs de réception de fonds à l'intention des bénéficiaires potentiels. Ainsi, en cas d'urgence sanitaire, une aide financière serait promptement mobilisée et décaissée pour soutenir une riposte immédiate. Avec le soutien de nos actionnaires, nous souhaitons mettre au point ce projet avec nos partenaires des Nations Unies, du FMI et des banques régionales de développement. Cet instrument, quelle qu'en soit la forme et du fait même de son existence, nous obligerait à disposer de plans concrets pour faire face à la prochaine épidémie et pourrait même constituer un indicateur avancé du marché pour les producteurs de vaccins et de médicaments.

Les mesures que nous avons prises jusqu'à présent à l'encontre d'Ebola sont fortement étayées par l'attention que nous portons à la question du changement climatique depuis deux ans. Peu après ma prise de fonctions à la Banque mondiale, j'ai posé une simple question à mon équipe : quel est notre plan pour combattre le changement climatique ? Les réponses que j'ai reçues du personnel et même de certaines instances de la lutte contre le changement climatique étaient surtout de nature tactique : de nouvelles technologies par-ci, de meilleurs rendements par-là. Bien qu'elles comptent énormément, ces solutions n'étaient pas à la mesure du défi consistant à circonscrire la hausse de la température mondiale en dessous de 2° Celsius. En collaboration avec d'autres acteurs, nous avons donc préparé notre propre stratégie qui, nous l'espérons, contribuerait grandement à la réalisation de cet objectif.

Notre plan s'articule en cinq parties : tarifier le carbone ; éliminer les subventions aux combustibles fossiles ; bâtir des villes plus propres ; multiplier les pratiques agricoles intelligentes au plan du climat ; investir dans des sources d'énergie renouvelables. Une action soutenue était nécessaire pour faire avancer au moins une de ces priorités. Avant le récent Sommet des Nations Unies sur le climat, j'ai une fois de plus posé quelques questions à mon équipe : quel est le plus petit nombre d'actions majeures que nous pouvons mener en vue du Sommet ? Et quelles sont-elles ? Je ne voulais pas que mes collaborateurs se concentrent sur toutes les tâches que nous devons accomplir : je souhaitais plutôt qu'ils privilégient quelques actions cruciales que nous pourrions promouvoir.

Mon équipe m'a répondu que l'action la plus importante à mener immédiatement consiste à mettre un prix sur le carbone. Certes, cette mesure à elle seule ne permettra pas de réaliser notre objectif de limiter la hausse de la température mondiale à moins de 2 ° Celsius, mais, sans elle, il faudra plus de temps pour contenir les émissions mondiales de carbone. Nous avons donc décidé de lancer une campagne : fixer un objectif consistant à amener 50 pays et des centaines d'entreprises et d'investisseurs à accepter une tarification du carbone, puis présenter cet accord aux chefs d'État participant au Sommet des Nations Unies.

Notre équipe en charge des questions climatiques, que dirige Rachel Kyte et qui regroupe des membres du personnel de la Banque et de l'IFC, a formulé un plan de campagne détaillé. Elle est d'abord entrée en contact avec la quasi-totalité des bureaux-pays de la Banque mondiale pour les encourager à obtenir l'adhésion de gouvernements et d'entreprises à un accord de tarification du carbone. Nous avons pris contact avec le Secrétariat général des Nations Unies et avons collaboré étroitement avec le Secrétaire général adjoint et l'Envoyé spécial des Nations Unies dans le cadre de cette initiative. Nous avons formé une formidable coalition avec des groupes du secteur privé.

Au début de la campagne, 22 pays étaient disposés à soutenir cet objectif. Grâce aux actions de plaidoyer, ce nombre n'a cessé d'augmenter. Moins d'une semaine avant la date butoir, la Chine, qui est le plus gros émetteur de dioxyde de carbone de la planète, s'est ralliée au principe de la tarification du carbone. Elle est devenue le 54^e pays à souscrire à la déclaration. Durant les quatre jours qui ont

précédé le Sommet, 20 autres pays se sont engagés. Au moment de l'annonce, 74 gouvernements et plus de 1 000 entreprises et investisseurs s'accordaient à mettre un prix sur le carbone. Ensemble, ces pays génèrent jusqu'à 54 % des émissions mondiales de carbone, représentent 52 % du PIB de la planète et abritent près de 50 % de la population mondiale.

Plus tard dans la journée, des ministres, des chefs d'entreprises et des membres du Groupe de la Banque mondiale sur le climat se joindront à moi pour traduire cet engagement dans les faits.

Tout au long de nos interventions concernant les infrastructures, Ebola et le changement climatique, des équipes de l'institution tout entière ont travaillé ensemble et fait montre d'une admirable volonté de trouver des solutions novatrices. Je suis très fier d'elles. Leur action démontre de la créativité, du savoir, des compétences, de l'intensité, de la passion et du désintéressement. La façon dont ces équipes partagent leurs idées et leurs meilleures pratiques correspond précisément à la culture que nous voulons instaurer au sein du Groupe de la Banque mondiale. Je suis convaincu que le fruit de leur labeur sauvera des vies, favorisera la croissance économique, réduira la pauvreté et protégera la planète pour les générations futures.

Quand je pense aux progrès accomplis par nos équipes au sujet de ces trois problématiques d'importance mondiale, et quand je pense au talent de mes collaborateurs, j'entrevois l'avenir du Groupe de la Banque mondiale. En collaboration avec le secteur public comme avec le secteur privé, nous nous employons à résoudre certains des problèmes les plus épineux auxquels le monde est actuellement confronté, d'une manière qui illustre ce que nous savons pouvoir être quand nous donnons le meilleur de nous-mêmes : un Groupe de la Banque mondiale véritablement solidaire.

Nous devons maintenir cette détermination, car nous serons confrontés un peu plus chaque jour à un plus grand nombre de situations de fragilité et d'instabilité à travers le monde. Alors que nous travaillons à mettre fin à l'extrême pauvreté, les conflits, typhons, inondations, sécheresses, chocs financiers et épidémies peuvent parfois nous ralentir, mais ils ne nous arrêteront pas. Avec ardeur et créativité, la Banque appliquera des solutions d'envergure afin d'aider les États à gérer ces risques, se préparer à y faire face, les surmonter et les maîtriser, de façon à croître et prospérer.

Au bout du compte, nous affronterons ces défis ensemble.

Nous mettrons fin à la pauvreté à l'horizon 2030.

Nous ferons en sorte que la prospérité soit partagée parmi les nations et tous les peuples.

Et nous protégerons la planète pour les générations futures.

Je vous remercie de votre très aimable attention.